

Paris, le 20 février 2017

Cédric Renaud
Président
ANCTS

Monsieur le Président,

Vous avez interrogé Jean-Luc Mélenchon sur ses propositions concernant la sécurité, et nous vous en remercions.

Nous sommes particulièrement attachés à renouveler et moderniser la fonction sécurité de l'Etat tant ces problèmes touchent les plus démunis de nos concitoyens. En effet, nous sommes partisans d'un renforcement des missions régaliennes de sécurité. C'est pour nous la solution la plus efficace pour éviter les récupérations politiciennes locales, garantir l'égalité des citoyens devant la loi et l'égale répartition des budgets publics. Cette activité régalienne de sécurité devra émaner d'une administration centrale forte, juste et clairvoyante.

Néanmoins, elle s'appuiera pour la bonne réalisation de ses missions sur l'ensemble des expertises, les vôtres en particulier. Ainsi, le ministère de l'intérieur, sa police nationale, sa gendarmerie nationale et sa sécurité civile, devront intensifier leurs partenariats avec tous les acteurs de la sécurité qui possèdent la meilleure connaissance de leurs territoires (maires, élus locaux).

De façon plus détaillée, nous proposons les mesures suivantes :

- Refonder la politique de sûreté publique sur la base du triptyque « *prévention, dissuasion, sanction* » et réaffirmer son caractère national :
 - En finir avec la politique du chiffre et supprimer les primes aux résultats dont les montants seront redistribués progressivement aux différentes catégories d'agents
 - Restaurer la police de proximité en refondant les objectifs des polices municipales et affirmant la distinction entre les missions nationales et locales
 - Faire l'évaluation des lois sécuritaires, abroger les dispositions inefficaces et renforcer les politiques de prévention
 - Démanteler les BAC (Brigades Anti-criminalité) qui ne font que du flagrant délit et ne permettent pas d'assurer une bonne relation entre la police et la population
 - Intégrer au service public certaines fonctions de sécurité aujourd'hui privatisées (sécurité aéroportuaire notamment)

- Faire la police républicaine
 - En finir avec la police et la justice à deux vitesses en augmentant nettement les effectifs de police en charge de la délinquance en col blanc en lien avec le fisc, les douanes et la justice financière
 - Donner la priorité au démantèlement des trafics (drogues, armes, prostitution, êtres humains, ...) et à la lutte contre la délinquance financière, la corruption et le terrorisme
 - Désencombrer l'action policière par la contraventionnalisation de la consommation de stupéfiants et la légalisation de l'usage du cannabis
 - Améliorer l'accueil du public et diminuer le temps d'attente pour la prise en compte d'une plainte ainsi que les durées d'investigation ensuite, faire évaluer la police avec des questionnaires de satisfaction des usagers
 - Apaiser les conflits existant au sein de la police par des instances de dialogue internes,
 - Réécrire le code de déontologie et insister sur son importance lors de la formation des forces de police et rétablir les missions de «défense des Libertés et de la République» supprimées par Manuel Valls en 2014
 - Interdire les Tasers et Flash-ball ainsi que les grenades de désencerclement pour favoriser la désescalade des affrontements
- Renforcer les moyens humains et matériels des forces de sécurité, en quantité et qualité :
 - Mettre en place un plan d'amélioration qualitative de la police et gendarmerie :
 - Recruter des agents administratifs pour libérer policiers et gendarmes aptes à aller sur le terrain qui travaillent sur des postes administratifs
 - Ramener les effectifs de policiers et gendarmes à ceux de 2007
 - Doubler les effectifs de la police technique et scientifique
 - Supprimer le statut précaire et peu qualifié des 11 000 adjoints de sécurité en permettant la formation et la titularisation de celles et ceux qui le souhaitent
 - Porter à deux ans la durée de formation des élèves gardiens de la paix
 - Lancer un plan de rénovation et de construction de commissariats de police pour lutter contre la «clochardisation» du bâti et l'abandon de certains territoires
 - Dotation des services en moyens techniques et matériels suffisants, renouvellement général du parc informatique sous contrainte de sécurité des échanges

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise